

## CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BÉNAC

### **SÉANCE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2020**

L'an deux mille vingt et le vingt-cinq juin à vingt heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle des fêtes, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de monsieur Philippe JOUANOLOU, Maire.

Étaient présents : Philippe JOUANOLOU, Michèle DUFFOUR, Martine CHARRON, Jean-Louis PLANTE, Pierre DARESSY, Christophe TOURNEFIER, Sébastien ABADIE, Cyril BIBES, Nathalie THOMAS, Véronique MARTINEZ, Alexandra DENARD, Thierry LANNES.

Étaient excusés : Viviane LIE (pouvoir donné à Sébastien ABADIE), David EMBERT (pouvoir donné à Michèle DUFFOUR), Audrey GONZALVO (pouvoir donné à Michèle DUFFOUR).

Date de convocation : 18 juin 2020

Date d'affichage : 1<sup>er</sup> juillet 2020

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Secrétaire de séance : Martine CHARRON

### **1 – APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2019 - Délibération n° 2020-03-01**

Le Conseil Municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu le compte administratif de l'année 2019 ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
3. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2019, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

## **2 – APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019 - Délibération n° 2020-03-02**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michèle DUFFOUR, Première Adjointe, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2019 dressé par Monsieur Philippe JOUANOLOU, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1. lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel est résumé en annexe ;
2. constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
4. arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après.

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	266 404,20	424 868,88
	Section d'investissement	143 915,76	48 602,10
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE 2018	Report en section de fonctionnement (002)		198 327,69
	Report en section d'investissement (001)		17 128,24
		=	=
TOTAL (réalisations + reports)		410 319,96	688 926,91
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2020	Section de fonctionnement	0.00	0.00
	Section d'investissement	529 970,00	368 386,00

	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2020	529 970,00	368 386,00
--	--	------------	------------

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	266 404,20	623 196,57
	Section d'investissement	673 885,76	434 116,34
	TOTAL CUMULE	940 289,96	1 057 312,91

### **3 – AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2019 -** **Délibération n° 2020-03-03**

Le Conseil Municipal, après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2019, constatant que le compte administratif fait apparaître un résultat de fonctionnement de 356 792.37 euros et un résultat d'investissement de -78 185.42 euros, ainsi qu'un solde de restes à réaliser en investissement de -161 584.00 euros, décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme ci-après.

<b>Résultat de fonctionnement</b>	
<u>A. Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	158 464.68
<u>B. Résultats antérieurs reportés</u>	
Ligne 002 du compte administratif précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	198 327.69
<b>C Résultat à affecter (hors restes à réaliser)</b>	356 792.37
<b>= A. + B.</b>	
<b>(Si C. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)</b>	
<b>Solde d'exécution de la section d'investissement</b>	
<u>D. Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> précédé du signe + ou -	-78 185.42
Ligne D 001 (si déficit) ou R 001 (si excédent) du compte administratif	
<u>E. Solde des restes à réaliser d'investissement</u> précédé du signe + ou -	-161 584.00

<b>Besoin de financement F. = D. + E.</b>	239 769.42
<b>AFFECTATION =C. = G. + H.</b>	356 769.42
<b>1) Affectation en réserves R1068 en investissement</b> G. = au minimum couverture du besoin de financement F	239 769.42
<b>2) H. Report en fonctionnement R 002</b>	117 022.95
<b>DEFICIT REPORTE D 002</b>	0.00

#### **4 – VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2020 - Délibération n° 2020-03-04**

Suite à l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité, de ne pas augmenter les taux d'imposition pour l'année 2020 et vote donc les taux suivants :

- Taxe foncière (bâti) : 11.01 %
- Taxe foncière (non bâti) : 53.50 %

#### **5 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - Délibération n° 2020-03-05**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions pour l'année 2020 aux associations et autres organismes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'attribuer les subventions comme ci-après.

<b>Désignation</b>	<b>Montant €</b>
ADAPEI :	100.00
ADMR du canton d'Ossun :	50.00
Amicale des Aînés Bénac-Barry :	200.00
APA Club des arts plastiques de Louey :	100.00
APA Secours populaire français :	100.00
Association des fêtes de Lanne :	150.00

Désignation	Montant €
Atoutagym :	150.00
Bibliothèque de Layrisse :	100.00
Calendreta deu País de Tarbes :	50.00
CLIC SAGE :	50.00
Diane du Marquisat :	100.00
EPA Off. Nat. des Anciens Combattants et victimes de Guerre :	50.00
Ecole des métiers des Hautes-Pyrénées	100.00
Eths esbagats det Marquisat	150.00
Etrier de Bigorre :	200.00
Hancassuts :	100.00
Louey Marquisat Pétanque :	50.00
Prévention Routière :	50.00
Rugby club Louey Marquisat :	610.00
Union sportive du Marquisat :	610.00

## **6 – VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020 - Délibération n° 2020-03-06**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2020 qui se résume comme ci-après.

### FONCTIONNEMENT

	DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
CREDITS DE FONCTIONNEMENT		
VOTES AU TITRE DU PRESENT	447 422.00	330 400.00
BUDGET		
+	+	+
RESTES A REALISER (R.A.R.) de L'EXERCICE PRECEDENT)		
002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	(si déficit)	(si excédent) 117 022.00
=	=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	447 422.00	447 422.00

---

INVESTISSEMENT

	DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	143 522.00	383 291.00
+	+	+
RESTES A REALISER (R.A.R.) de L'EXERCICE PRECEDENT	529 970.00	368 386.00
001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 78 185.00	(si solde positif) 0.00
=	=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	751 677.00	751 677.00
TOTAL		
TOTAL DU BUDGET	1 199 099.00	1 199 099.00

Après analyse et échanges, le budget primitif 2020 est voté par :

- . 15 voix pour
- . 00 voix contre
- . 00 abstention(s)

**7 – ATTRIBUTION D'INDEMNITES AU MAIRE ET AUX ADJOINTS -**  
**Délibération n° 2020-03-07**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique,

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 25 mai 2020 constatant l'élection du maire et des 4 adjoints,

**Considérant** les arrêtés municipaux que le maire compte prendre pour donner délégation de fonctions aux 4 adjoints,

**Considérant** que la commune compte 557 habitants,

**Considérant** que pour une commune de 557 habitants le taux de l'indemnité de fonction du maire est fixé, de droit, à 40.30 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

**Considérant** la volonté de M. le maire, de bénéficier d'un taux inférieur à celui précité,

**Considérant** que pour une commune de 597 habitants le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un adjoint est fixé à 10.70 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

**Considérant** que pour les conseillers municipaux non titulaires d'une délégation de fonction le taux maximal de l'indemnité de fonction ne peut être supérieur à 6 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale,

**Considérant** l'obligation de respecter l'enveloppe indemnitaire globale composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice,

**Considérant** que si par principe, les fonctions électives sont gratuites, les élus municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique,

**Considérant** qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints, des conseillers municipaux et du maire, à sa demande, pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

## **DÉCIDE :**

**Article 1er :** Le montant des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux est, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale, fixé aux taux suivants :

- . Maire : 25.71 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- . 1<sup>ère</sup> adjoint : 7.71 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- . 2<sup>e</sup> adjointe : 7.71 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- . 3<sup>e</sup> adjoint : 7.71 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- . 4<sup>e</sup> adjoint : 7.71 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

**Article 2 :** Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice.

**Article 3 :** Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

## **8 – PERSONNEL COMMUNAL - Délibérations n° 2020-03-08 n° 2020-03-11 et n° 2020-03-12**

### **A - RECRUTEMENT D'UN AGENT D'ENTRETIEN POLYVALENT AU TITRE D'UN CONTRAT PARCOURS EMPLOI COMPETENCES - Délibération n° 2020-03-08**

Monsieur le Maire rappelle avoir déposé auprès de Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Pyrénées une offre d'emploi afin de remplacer un agent qui part à la retraite le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Treize personnes ont candidaté et quatre ont été retenus pour un entretien d'embauche. Trois se sont présentés et le choix s'est finalement porté sur une personne pouvant bénéficier du dispositif Parcours Emploi Compétences.

Monsieur le Maire présente donc le dispositif Parcours Emploi Compétences mis en place par l'Etat et indique qu'à l'issue d'un tel contrat le nouvel agent est susceptible d'occuper un emploi de fonctionnaire au sein des services municipaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'embauche d'une personne au titre du dispositif Parcours Emploi Compétences.

Le nouvel employé effectuera le travail d'un agent d'entretien polyvalent à raison de 20 heures hebdomadaires. La durée du contrat sera d'un an renouvelable expressément et la rémunération sera équivalente au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

**B - RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIE A UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE - Délibération n° 2020-03-11**

**Le Conseil Municipal :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-1 3° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité, à savoir la réalisation de petits travaux sur l'école de Bénac durant les vacances scolaires d'été ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

**Décide :**

Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique territorial pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité pour un période de 1 mois allant du 1<sup>er</sup> août 2020 au 31 août 2020 inclus.

Cet agent assurera des fonctions d'agent d'entretien polyvalent à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 30 heures.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 350 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**C - CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'AGENT D'ENTRETIEN POLYVALENT - Délibération n° 2020-03-12**

**Le Conseil Municipal :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3 3° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

**Décide :**

- La création à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020 d'un emploi permanent d'agent d'entretien polyvalent dans le grade d'adjoint technique, à temps non complet, à raison de 30 heures hebdomadaires.

- Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.

- Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3 3° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.



En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 1 an compte tenu de l'urgence à occuper le poste.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

- L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle dans l'entretien des espaces verts et des bâtiments et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

## **9 – DEMANDE DE SUBVENTION A L'EUROPE AU TITRE DU PROGRAMME « LEADER » POUR LA CONSTRUCTION DU BAR-RESTAURANT - Délibération n° 2020-03-09**

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'état d'avancement du projet de construction du bar-restaurant dont l'avant-projet et le plan de financement ont été validés par délibération en date du 21 février 2019.

M. le Maire indique que, suite à la consultation des entreprises, le coût total du projet s'élève à **439 616, 45 € HT**. Ce montant inclut la prestation de désinfection du chantier rendue obligatoire par le contexte sanitaire.

M. le Maire propose d'acter le plan de financement suivant pour cette opération :

**Coût total HT : 439 616, 45 €**

**Etat (DETR 2019 - acquis) : 120 000€**

**CD65 (AAP DT - acquis) : 90 000€**

**CA TLP (pro rata - acquis) : 16 898, 60 €**

**LEADER (sollicité) : 80 832, 91 €**

**Autofinancement (30%) : 131 884, 94 €**

Après discussion et débat, le conseil municipal décide :

- De valider le projet et le plan de financement proposé ;
- De solliciter une aide financière auprès du programme LEADER selon le plan de financement proposé ;
- D'autoriser M. le Maire à signer tout acte découlant de la présente délibération.

## **10 – PROPOSITION D'UNE LISTE DE PERSONNES POUVANT SIEGER A LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS - Délibération n° 2020-03-10**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le Code général des Impôts et notamment son article 1650,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, qui rappelle que le Conseil Municipal doit dresser une liste de contribuables (24 si la commune a moins de 2000 habitants ou 32 si la commune a plus de 2000 habitants) parmi lesquels seront désignés, par le Directeur Départemental des Finances Publiques, les commissaires et leurs suppléants qui siégeront, pendant la durée du mandat du conseil municipal, au sein de la Commission Communale des Impôts Directs (6 titulaires et 6 suppléants si la commune a moins de 2000 habitants, 8

titulaires et 8 suppléants si la commune a plus de 2000 habitants) ainsi que les conditions que doivent remplir ses personnes.

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré,

**DÉCIDE :**

La liste des contribuables, remplissant les conditions fixées par l'article 1650 du Code Général des Impôts, proposés pour être désignés en qualité de commissaires titulaires ou de commissaires suppléants au sein de la Commission Communale des Impôts Directs est dressée ainsi qu'il suit :

- Sébastien ABADIE, né le 14 juin 1983 à LOURDES (65), domicilié 6 rue des Sources 65380 BENAC,
- Georges ASTUGUEVIEILLE, né le 4 octobre 1949 à BENAC (65), domicilié 9 route de Lanne 65380 BENAC,
- Jean-Michel ASTUGUEVIEILLE, né le 5 octobre 1956 à BENAC, domicilié 4 rue de la Bigorre 65380 BENAC,
- Yves BIBES, né le 29 novembre 1954 à BENAC (65), domicilié 1 impasse du Bénaques 65380 BENAC,
- Philippe BOTELLA, né le 14 août 1964 à TARBES (65), domicilié 16 rue du Vignemale 65380 BENAC,
- Michel CAPBER, né le 14 septembre 1951 à TARBES (65), domicilié 26 rue du Pic du Midi 65380 BENAC,
- Martine CHARRON, née le 8 septembre 1965 à MELUN (77), domiciliée 23 rue du Miramont 65380 BENAC,
- Pierre DARESSY, né le 14 mars 1964 à TARBES (65), domicilié 32 rue du Miramont 65380 BENAC,
- Michèle DUFFOUR, née le 25 février 1947 à BENAC (65), domicilié 12 route de Lanne 65380 BENAC,
- Gilbert JOUANLOU, né le 15 décembre 1955 à BENAC (65), domicilié 39 rue du Pic du Midi 65380 BENAC,
- Thierry LANNES, né le 21 juillet 1965 à CHARENTON-LE-PONT (94), domicilié 21 rue du Pic du Midi 65380 BENAC,
- Olivier LARTIGUE-CASTAIGNON, né le 7 avril 1973 à TARBES (65), domicilié Impasse du Bénaques 65380 BENAC,
- Josette LEMOINE, née le 30 mai 1942 à BENAC (65), domiciliée 21 rue du Pic du Midi 65380 BENAC,
- Viviane LIE, née le 4 mars 1964 à TARBES (65), domiciliée 46 rue du Pic du Midi 65380 BENAC,
- Joseph MAJOURAU, né le 15 juin 1948 à BENAC (65), domicilié 21 rue Cézanne 65000 TARBES,
- Jean-Louis MALOU, né le 12 juin 1954 à TARBES (65), domicilié 30 rue du Miramont 65380 BENAC,
- Véronique MARTINEZ, née le 17 juillet 1963 à TARBES (65), domiciliée 2 rue du Moulin 65380 BENAC,
- Robert MIQUEU, né le 4 avril 1950 à BENAC (65), domicilié 4 rue du Bourg 65380 BENAC,
- Christine PAVE, née le 13 avril 1972 à TARBES (65), domiciliée 10 rue du Bois 65380 BENAC,
- Jean-Louis PLANTE, né le 30 novembre 1956 à BARRY (65), domicilié 4 place du Mailho 65380 BENAC,

- Régis TAPIE, né le 7 octobre 1969 à BAGNERES-DE-BIGORRE (65), domicilié 7 rue des Pyrénées 65380 BENAC,
- Nathalie THOMAS, née le 5 juin 1968 à LORIENT (56), domiciliée 18 route de Visker 65380 BENAC,
- Christophe TOURNEFIER, né le 10 février 1967 à NEVERS (58), domicilié 4 bis rue du Bois 65380 BENAC,
- Nathalie TOURRE, née le 13 janvier 1969 à TARBES (65), domiciliée 52 rue du Pic du Midi 65380 BENAC.

## **11 – DESIGNATION DE CONSEILLERS MUNICIPAUX POUR REPRESENTER LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES DANS DIVERS ORGANISMES**

Le Conseil Municipal propose de désigner les conseillers municipaux suivants, afin d'être candidats pour représenter la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées dans divers organismes :

- Madame Michèle DUFFOUR au SYMAT,
- Monsieur Philippe JOUANOLOU au PETR Cœur de Bigorre,
- Monsieur Jean-Louis PLANTE au SMAA (Syndicat Mixte Adour Amont) pour les bassins versants de l'Adour, de l'Echez, de l'Alaric et de l'Arros.

## **12 – COMPTE-RENDU DE LA DERNIERE REUNION DU COMITE SYNDICAL DU SIVOM DU MARQUISAT**

Monsieur le Maire présente oralement le compte-rendu de la réunion d'installation du Comité Syndical du SIVOM du Marquisat. Nathalie THOMAS et lui-même ont pu y assister.

Le Bureau est le suivant :

- Président : Jean-Claude PINOS
- Vice-Président : Philippe JOUANOLOU
- Secrétaire : Daniel DARRE

114 élèves (pour l'instant) feront leur rentrée sur une des écoles du regroupement pédagogique en septembre 2020. Une nouvelle directrice a été nommée à l'école de Bénac.

## **13 – AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 POUR LE LOT N° 6 DU MARCHE DE TRAVAUX RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN BAR-RESTAURANT A BENAC (65) - Délibération n° 2020-03-13**

Monsieur le Maire rappelle les décisions prises les 9 septembre 2019 et 21 novembre 2019 par lesquelles la commune a attribué les marchés de travaux relatifs à la construction d'un bar-restaurant à Bénac (65). Il présente ensuite à l'assemblée l'avenant n°1 pour le lot n° 6 « cloisons sèches et plafonds ». Cet avenant a pour objet l'habillage coupe-feu du conduit d'extraction de la hotte de la cuisine dans la traversée du plénium.

**Vu** les montants des marchés signés, et notamment celui concernant le lot n° 6,  
**Considérant** la nécessité de réaliser les prestations supplémentaires,  
**Le conseil municipal**, après en avoir délibéré et à l'unanimité,  
. **Approuve** l'avenant n°1 pour le lot n° 6 dont le montant s'élève à 2 566.08 € TTC, soit + 14.14 % par rapport au marché initial qui s'élève à 18 151.80 € TTC.  
. **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 pour le lot n° 6.

## **14 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE - Délibération n° 2020-03-14**

Monsieur le Maire informe avoir obtenu l'aval des Services du Département concernant la création d'un plateau ralentisseur devant l'entrée de l'école de Bénac. Cette réalisation, vu la vitesse des véhicules circulant rue des Pyrénées, est absolument nécessaire pour assurer la sécurité des personnes qui traversent à cet endroit.

Il présente ensuite les devis établis par les sociétés COLAS et SOGEP. Le montant de l'opération s'élèverait à 4 410.00 € HT.

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu et après en avoir délibéré, décide de demander à Monsieur le Président du Conseil Départemental la subvention la plus élevée possible au titre des amendes de police.

## **15 – QUESTIONS DIVERSES**

### **15 - 1 : Annulation de la fête de Bénac**

En raison des risques sanitaires que peut engendrer un grand rassemblement de personnes, le Conseil Municipal décide, à grand regret, d'annuler, cette année, la fête de Bénac.

### **15 - 2 : Sécurité dans le bourg**

Monsieur le Maire explique que des cavaliers et leurs chevaux ont récemment eu des accidents. Etant donnée la vitesse excessive de certains véhicules dans le bourg, il conviendra de prendre en considération ces faits dans l'étude d'aménagement du centre-bourg.

### **15 - 3 : Retraite de Marcel ROMAN**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que l'employé communal, Marcel ROMAN, va prendre sa retraite au 30 juin. Sébastien ROMAN le remplacera dès le 1<sup>er</sup> juillet ; la commune lui ayant proposé un contrat d'un an pour l'instant.

### **15 - 4 : Réouverture de la mairie au public**

Pour les mois de juillet et août, il est proposé de réouvrir la mairie au public les jeudis de 17h à 19h, à partir du 2 juillet. Les élus tiendront leur permanence les jeudis de 18h à 19h.

La séance est levée à 23h30

Philippe JOUANLOU

Michèle DUFFOUR

Martine CHARRON

Jean-Louis PLANTÉ

Pierre DARRESSY

Christophe TOURNEFIER

Sébastien ABADIE

Cyril BIBES

Nathalie THOMAS

Véronique MARTINEZ

Alexandra DENARD

Thierry LANNES

DÉLIBÉRATIONS

NUMERO	SUJET	PAGE
2020-03-01	Approbation du compte de gestion 2019	Recto feuille 20200007
2020-03-02	Approbation du compte administratif 2019	Verso feuille 20200007

2020-03-03	Affectation du résultat de fonctionnement 2019	Recto feuille 20200008
2020-03-04	Vote des taux d'imposition 2020	Verso feuille 20200008
2020-03-05	Attribution de subventions aux associations	Verso feuille 20200008
2020-03-06	Vote du budget primitif 2020	Recto feuille 20200009
2020-03-07	Attribution d'indemnités au maire et aux adjoints	Verso feuille 20200009
2020-03-08	Recrutement d'un agent d'entretien polyvalent au titre d'un contrat parcours emploi compétence	Recto feuille 20200010
2020-03-09	Demande de subvention à l'Europe au titre du programme « leader » pour la construction d'un bar-restaurant	Recto feuille 20200011
2020-03-10	Proposition d'une liste de personnes pouvant siéger à la Commission Communale des impôts directs	Recto feuille 20200011
2020-03-11	Recrutement d'un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité	Verso feuille 20200010
2020-03-12	Création d'un emploi permanent d'agent d'entretien	Verso feuille 20200010
2020-03-13	Autorisation de signer l'avenant numéro 1 pour le lot numéro 6 du marché de travaux relatif à la construction d'un bar-restaurant à Bénac (65)	Recto feuille 20200012
2020-03-14	Demande de subvention au titre des amendes de police	Verso feuille 20200012